

GFI INFORMATIQUE

—

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU 30 JUIN 2012

—
www.gfi.fr

Rapport Semestriel d'activité au 30 juin 2012

Evénements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice

Cession du CANADA

Gfi Informatique a finalisé, le 7 mars 2012, la cession de ses activités canadiennes par la cession des actions de Gfi Canada qu'elle détenait, et indirectement de l'ensemble des filiales de Gfi Canada.

Cette opération s'est inscrite dans la stratégie de recentrage des activités de Gfi Informatique, conformément au plan stratégique présenté au second semestre 2009. Les activités canadiennes, tant du fait de la structure actionnariale que du portefeuille d'activités, n'avaient pas de synergie commerciale et technique avec le reste du Groupe.

En application de la norme IFRS 5, le résultat net des activités cédées ainsi que la plus-value sont comptabilisés sous une rubrique spécifique « résultat des activités abandonnées ». Au titre de la période, ce résultat est positif de 3,3 M€.

Acquisition

Gfi Informatique, via sa filiale Gfi Progiciels a acquis le 29 juin 2012, 100% du capital des sociétés Géosphère et Adix, sociétés spécialisées respectivement dans l'édition de solutions SIG (Système d'information Géographique) et Finance. Ces acquisitions permettent au Groupe de renforcer son leadership auprès des collectivités locales et des établissements publics. Les deux sociétés ont réalisé en 2011 un chiffre d'affaires global de 5,4 M€.

Plans d'actions gratuites

Le Conseil d'administration du 14 mars 2012 a utilisé une autorisation de l'Assemblée générale pour attribuer 699 000 droits à actions gratuites au profit des salariés et dirigeants des sociétés du Groupe et d'autre part 76 212 droits à l'ensemble des salariés de Gfi Informatique et des filiales françaises.

Activité au premier semestre 2012

Le chiffre d'affaires du Groupe au 1er semestre 2012 s'est établi à 320,9 M€, en croissance faciale de +3,8% et en croissance organique de +2,4% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Malgré un calendrier défavorable, avec deux journées ouvrées en moins en France et une en Espagne, ainsi qu'un contexte économique plus incertain, au deuxième trimestre, la demande est restée soutenue et le chiffre d'affaires a progressé de +0,2% à périmètre constant.

La marge opérationnelle du Groupe est de 15,9 M€, soit un taux de 5% du chiffre d'affaires, et peut être comparée aux 15,7 M€ du premier semestre 2011.

Analyse de l'activité en France

En France : croissance du chiffre d'affaires et stabilité de la marge opérationnelle

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 258,8 M€ au 30 juin 2012 contre 247,7 M€ au 30 juin 2011, soit une croissance faciale de +4,5% et une croissance organique de +3,0% malgré l'effet calendrier.

La marge opérationnelle, à 5,3% contre 5,4% l'an dernier, est en ligne avec les attentes. Au-delà de l'effet mécanique défavorable du calendrier et de la prise de congés plus importante que l'an dernier, cette évolution reflète une performance commerciale satisfaisante.

La marge opérationnelle du semestre supporte les coûts de démarrage de projets d'envergure gagnés notamment dans les services aux Infrastructures et l'augmentation des coûts de la R&D des progiciels alors que les revenus de licences sont attendus avec un décalage lié au délai de commercialisation.

Le taux journalier moyen (TJM) progresse de +31 € et le taux d'activité (TACE) est en ligne avec celui de l'an dernier malgré le contexte économique plus tendu.

Analyse de l'activité à l'international

À l'international : stabilité du chiffre d'affaires - amélioration en péninsule ibérique

En Espagne : le chiffre d'affaires est de 35,0 M€ au premier semestre 2012 contre 34,2 M€ au premier semestre 2011, soit une croissance organique de 2,4%, tandis que la marge opérationnelle est en repli passant de 4,3% au premier semestre 2011 à 3,7% au premier semestre 2012.

Au Portugal : Le chiffre d'affaires qui est de 11,2 M€ au premier semestre 2012 contre 13,2 M€ au premier semestre 2011, est en repli organique de 14,9%, tandis que la marge opérationnelle progresse fortement de +1,2% à +5,1%.

Au global des deux pays, le chiffre d'affaires est de 46,2 M€ et la marge opérationnelle de 4,1%.

En Europe du nord, le chiffre d'affaires du Belux et de la Suisse s'affiche à 13,0 M€ au premier semestre 2012 contre 11,7 M€ au premier semestre 2011, soit une croissance faciale qui s'est élevée à +11,7% et à +7,3% en croissance organique.

Le Belux représente près de 95% des ventes de la zone. Sa rentabilité est en légère baisse avec une marge de 5,1% contre 5,3% au premier semestre 2011, du fait d'un repli du taux d'activité en début d'exercice. Le second semestre devrait revenir à un niveau comparable à celui constaté l'an dernier.

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel s'élève à 10,8 M€ contre 11,4 M€ au premier semestre 2011, du fait de coûts de restructurations légèrement plus élevés d'un montant de 2,5 M€ contre 1,9 M€ au premier semestre 2011.

Le cout de l'endettement financier net est passé de 1,7 M€ à 2,9 M€ au premier semestre 2012, dont la principale cause vient du service de la dette de l'emprunt OCEANE.

Le résultat net s'élève à 5,6 M€ après la prise en compte du résultat des activités abandonnées au Canada de 3,3 M€.

La charge d'impôt sur les résultats est supérieure de 3,1 M€ à celle du premier semestre 2011 car le Groupe avait enregistré un produit d'impôt de 2,7 M€ sur ce semestre lié à l'activation de déficit. Retraités de cette écriture, les résultats nets de ces périodes auraient été comparables.

Structure financière : maîtrise du BFR et désendettement du Groupe

La structure financière de Gfi Informatique a été renforcée au cours du premier semestre d'une part, du fait de la cession de ses activités au Canada lui permettant d'encaisser 47,2 M€ en mars 2012, un solde de 10 M€ étant attendu pour septembre 2013, et d'autre part, grâce à la maîtrise du besoin en fonds de roulement.

L'endettement net au 30 juin 2012 s'élève à 63,7 M€ contre 84,9 M€ au 31 décembre 2011 et 107,7 M€ au 30 juin 2011, ce qui représente une réduction de 21,2 M€ sur le semestre.

Sur le première semestre 2012, la trésorerie nette progresse de 25,7 M€ qui s'explique par :

- l'impact des flux nets de trésorerie générés par l'activité à hauteur de -6.3 M€, celui-ci étant la résultante d'une capacité d'autofinancement de 13,8 M€ (à comparer à 15,2 M€ au premier semestre 2011), de la variation du besoin en fonds de roulement de -15,9 M€ (en nette amélioration par rapport au -22.2 M€ constatés au premier semestre de 2011), ainsi que des versements d'impôts.
- les investissements réalisés par le Groupe, autre que les variations de périmètre pour un montant de -5,3 M€ ;
- les flux liés aux opérations du périmètre pour un montant net de 41,5 M€, dont la cession des activités au Canada et l'acquisition des sociétés GEOSPHERE et ADIX ;
- les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement pour un montant net de - 4,2 M€, dont - 4,8 M€ correspondent au versement des dividendes;

Le *gearing* évolue très favorablement passant à 34% au 30 juin 2012, contre 41% au 31 décembre dernier et 55% au 30 juin 2011.

Effectifs

A fin juin 2012, après retraitement de l'effet de la cession des activités du Canada, les effectifs du Groupe s'élèvent à 8 759 personnes, contre 8 487 personnes à fin juin 2011. Sur la France 539 recrutements ont pu être mis en place.

Perspectives

Du fait de la visibilité limitée qu'offre actuellement le marché, Gfi Informatique reste prudent pour le second semestre. Pour autant, à conjoncture équivalente, il considère que la fin de l'année devrait confirmer la croissance enregistrée au premier semestre 2012 et que la profitabilité devrait être en amélioration.

Description des principaux risques et des principales incertitudes pour le second semestre 2012

Bien que le chiffre d'affaires de Gfi Informatique soit, pour une large part, protégé par des contrats cadres et des contrats pluriannuels et que les principaux clients n'aient pas communiqué de signaux très négatifs, le Groupe reste très attentif à l'évolution de l'environnement économique et financier et suit de très près l'évolution de la situation.

Pour être complet, il convient de rappeler que dans son document de référence, le Groupe Gfi indique à propos des facteurs de risques liés aux écarts d'acquisition que :

« La valeur des écarts d'acquisition est soumise au risque de dépréciation en cas de dégradation de l'activité concernée et/ou d'évolution défavorable de ses perspectives à long terme et/ou de paramètres externes (hausse des taux d'intérêt, crise économique). En effet, l'évaluation de la valeur de ces actifs est effectuée périodiquement sur la base des valeurs d'usages : les modalités d'évaluation sont sensibles aux éventuelles évolutions des caractéristiques du modèle économique sous-jacent. Par ailleurs, le risque de dépréciation des écarts d'acquisition peut également survenir dans le cadre d'une stratégie de désengagement, lorsque la cession d'une activité est envisagée. En effet, dans ce contexte particulier, l'évaluation de la valeur des écarts d'acquisition est alors effectuée sur la base du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession, qui peut être inférieur à la valeur comptable de l'activité. »

A ce jour, la Société estime que les facteurs de risques décrits dans son document de référence déposé le 27 avril 2012 sous le n°12-0467 n'ont pas évolué de manière significative depuis sa date de dépôt.

Informations relatives aux parties liées

Le nombre de droits à actions gratuites attribué au cours de la période au profit des parties liées, s'élève à 250 012.

Evènements postérieurs à la clôture

Gfi Informatique a par ailleurs signé le 30 juillet 2012 avec le groupe Thales un protocole d'acquisition de l'activité informatique de gestion Business Solutions de Thales services.

La finalisation de cette opération devrait intervenir en septembre 2012 sous réserve de la levée des dernières conditions suspensives, notamment celle relative à l'approbation par les autorités de la Concurrence.

Comptes Semestriels Consolidés condensés

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

► Etat du résultat global consolidé

Résultat

(en milliers d'euros)		30.06.12	30.06.11 retraité ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	<i>note 1</i>	320 929	309 308
Charges de personnel	<i>note 2</i>	-236 350	-226 449
Achats et charges externes		-59 743	-58 331
Impôts, taxes et versements assimilés		-5 443	-5 365
Dotations aux amortissements (hors actifs incorporels affectés)		-3 417	-3 210
Autres produits et charges opérationnels courants		-85	-236
MARGE OPERATIONNELLE		15 891	15 717
Marge opérationnelle en %		5,0%	5,1%
Dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés		-756	-737
Restructurations	<i>note 3</i>	-2 539	-1 896
Résultat des cessions et liquidations	<i>note 3</i>	0	10
Dépréciation des écarts d'acquisition	<i>note 7</i>	0	0
Autres produits et charges opérationnels	<i>note 3</i>	-1 770	-1 647
RESULTAT OPERATIONNEL		10 826	11 447
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		137	2
Coût de l'endettement financier brut		-3 013	-1 731
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	<i>note 4</i>	-2 876	-1 729
Autres produits et charges financiers	<i>note 5</i>	-306	-488
Impôts sur les résultats	<i>note 6</i>	-5 356	-2 231
RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ABANDONNEES		2 288	6 999
Résultat des activités abandonnées		3 349	2 106
Résultat des sociétés intégrées par mise en équivalence		0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		5 637	9 105
dont part du Groupe		4 936	8 437
dont part ne donnant pas le contrôle		701	668
<i>Résultat de base des activités poursuivies par action (en euros)</i>	<i>note 10</i>	<i>0,04</i>	<i>0,13</i>
<i>Résultat dilué des activités poursuivies par action (en euros)</i>	<i>note 10</i>	<i>0,04</i>	<i>0,13</i>
<i>Résultat de base par action, Part du Groupe (en euros)</i>	<i>note 10</i>	<i>0,09</i>	<i>0,16</i>
<i>Résultat dilué par action, Part du Groupe (en euros)</i>	<i>note 10</i>	<i>0,09</i>	<i>0,15</i>

Autres éléments du résultat global

(en milliers d'euros)		30.06.12	30.06.11 retraité ⁽¹⁾
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE		5 637	9 105
Variation des écarts actuariels		0	0
Impôt sur les autres éléments du résultat global		0	0
Variation des instruments de couverture		-150	367
Différences de conversion enregistrées en capitaux propres		-286	-1 188
Recyclage des réserves de conversion		-5 056	
Résultat global reconnu en capitaux		-5 492	-821
RESULTAT GLOBAL		145	8 284
dont part du Groupe		-556	7 616
dont part ne donnant pas le contrôle		701	668

(1)- 1^{er} semestre 2011 retraité compte tenu de l'application de la norme IFRS 5 dans le cadre de la cession de la branche canadienne

► Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	30.06.12	30.06.11 retraité ⁽¹⁾
Résultat net de l'ensemble consolidé avant résultat des activités abandonnées	2 288	6 999
Dotations nettes aux amortissements et provisions et autres éléments du résultat sans impact en trésorerie	3 185	3 966
Gains et pertes liés aux variations de juste valeur	632	33
Plus ou moins-values nettes de cessions d'actifs	152	-45
Profits et pertes de dilution	0	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	6 257	10 953
Coût de l'endettement financier net (retraité des variations de juste valeur)	2 244	1 634
Coût des sw ap	-28	392
Charge d'impôt	5 356	2 231
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	13 829	15 210
Impôt versé	-4 266	-3 916
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité	-15 894	-22 168
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	-6 331	-10 874
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	-3 183	-3 717
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	-2 121	-1 611
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	49	140
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-3	0
+/- Incidences des variations de périmètre	41 499	-5 542
+/- Variations des prêts et avances consenties	5	520
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	36 246	-10 210
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	0	0
• Versées par les actionnaires de la société mère	0	0
• Versées par les minoritaires des sociétés intégrées	0	0
+/- Rachats et reventes d'actions propres	-804	679
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	0	0
• Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-4 846	0
• Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	0
+ Variation des capitaux propres liée à l'enregistrement de l'Océane	0	5 381
+ Souscription d'emprunts	12	43 622
- Remboursements d'emprunts	-19 353	-7 729
+/- Variation du tirage sur créances affacturées	21 807	17 377
- Intérêts financiers versés	-1 049	-1 650
- Coût des sw ap	28	-392
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-4 205	57 288
+/- Incidence des variations de cours des devises	8	-4
VARIATION DE TRESORERIE HORS ACTIVITES ABANDONNEES	25 718	36 200

La variation de trésorerie nette présentée ci-dessus, ainsi que l'endettement net du Groupe se détaillent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31.12.11	Variation	30.06.12
Valeurs mobilières de placement	10 694	20 307	31 001
Disponibilités	8 704	6 379	15 083
Concours bancaires courants <i>note 11</i>	-4 105	-968	-5 073
Trésorerie nette	15 293	25 718	41 011
Endettement, part à long terme <i>note 11</i>	-59 192	4 572	-54 620
Endettement, part à court terme <i>note 11</i>	-41 043	-9 072	-50 115
Endettement financier brut	-100 235	-4 500	-104 735
Endettement financier net	-84 942	21 218	-63 724

(1)- 1^{er} semestre 2011 retraité compte tenu de l'application de la norme IFRS 5 dans le cadre de la cession de la branche canadienne

► Etat de la situation financière consolidée

(en milliers d'euros)		30.06.12	31.12.11
ACTIF			
Ecart d'acquisition	<i>note 7</i>	171 727	165 301
Autres immobilisations incorporelles	<i>note 8</i>	25 554	25 100
Immobilisations corporelles		9 086	8 106
Actifs financiers non courants		3 626	3 595
Impôts différés actifs	<i>note 6</i>	1 122	2 209
Autres actifs non courants	<i>note 9</i>	16 280	6 462
ACTIFS NON COURANTS		227 395	210 773
Stocks de marchandises		703	807
Clients et comptes rattachés		236 585	220 376
Autres créances		21 631	25 373
Charges constatées d'avance		8 416	6 396
Trésorerie et équivalents de trésorerie		46 084	19 398
ACTIFS COURANTS		313 419	272 350
ACTIFS DESTINES A LA VENTE			107 984
TOTAL ACTIF		540 814	591 107
(en milliers d'euros)			
PASSIF			
Capital		108 901	108 901
Primes		36 259	36 259
Réserves consolidées		43 842	41 939
Autres		-2 063	-1 452
Réserves de conversion		260	6 913
CAPITAUX PROPRES, Part du groupe		187 199	192 560
Part ne donnant pas le contrôle		9	15 892
CAPITAUX PROPRES	<i>note 10</i>	187 208	208 452
Endettement, part à long terme	<i>note 11</i>	54 620	59 192
Impôts différés passifs	<i>note 6</i>	85	95
Provisions non courantes	<i>note 12</i>	22 850	21 842
Autres passifs financiers non courants		0	0
PASSIFS NON COURANTS		77 555	81 129
Provisions courantes	<i>note 13</i>	2 368	4 681
Endettement, part à court terme	<i>note 11</i>	55 188	45 148
Passifs financiers courants		163	13
Autres passifs financiers courants		100	100
Fournisseurs		35 799	42 874
Dettes fiscales et sociales		135 029	132 624
Autres passifs courants		11 693	9 966
Produits constatés d'avance		35 711	31 939
PASSIFS COURANTS		276 051	267 345
PASSIF DESTINES A LA VENTE		0	34 181
TOTAL PASSIF		540 814	591 107

► Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Réserves groupe	Titres de l'entreprise consolidante	Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	Réserve de conversion	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Situation au 31 12 2010	108 588	36 190	28 029	-912	-1 722	6 328	176 501	6 333	182 834
Résultat premier semestre 2011			8 437				8 437	668	9 105
Résultat global reconnu en capitaux propres					367	-1 188	-821		-821
Résultat global 1er semestre 2011	0	0	8 437	0	367	-1 188	7 616	668	8 284
Augmentation de capital	0	0	0			0	0		0
Titres de l'entreprise consolidante			268	411			679		679
Valorisation des paiements en actions			0		472		472		472
Valorisation de l'Océane			0		3 528		3 528		3 528
Variation de périmètre							0	0	0
Variation de la réserve de conversion						-1 208	-1 208	-290	-1 498
Situation au 30 06 2011	108 588	36 190	36 734	-501	2 645	3 932	187 588	6 711	194 299
Résultat second semestre 2011			2 096				2 096	1 666	3 762
Résultat global reconnu en capitaux propres					358	1 402	1 760		1 760
Résultat global 2e semestre 2011	0	0	2 096	0	358	1 402	3 856	1 666	5 522
Reclassements			-569		569		0		0
Augmentation de capital	313	69	0			0	382		382
Titres de l'entreprise consolidante			-260	-523			-783		-783
Valorisation des paiements en actions			332		-472		-140		-140
Valorisation de l'Océane			3 606		-3 528		78		78
Variation de périmètre							0	6 715	6 715
Variation de la réserve de conversion						1 579	1 579	800	2 379
Situation au 31 12 2011	108 901	36 259	41 939	-1 024	-428	6 913	192 560	15 892	208 452
Résultat premier semestre 2012			4 936			0	4 936	701	5 637
Résultat global reconnu en capitaux propres					-150	-5 342	-5 492		-5 492
Résultat global 1er semestre 2012	0	0	4 936	0	-150	-5 342	-556	701	145
Dividendes versés			-4 846				-4 846		-4 846
Reclassements			1 707			-1 707	0		0
Titres de l'entreprise consolidante			106	-911			-805		-805
Valorisation des paiements en actions					450		450		450
Valorisation de l'Océane							0		0
Variation de périmètre							0	-16 684	-16 684
Variation de la réserve de conversion						396	396	100	496
Situation au 30 juin 2012	108 901	36 259	43 842	-1 935	-128	260	187 199	9	187 208

Les reclassements concernent des écarts de conversion reclassés des réserves de conversion aux réserves Groupe pour un montant de 1 707 milliers d'euros.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES

I. Informations générales

GFI Informatique S.A. est la société mère d'un Groupe international de services en technologies de l'information.

GFI Informatique met au service de ses clients son savoir-faire structuré en cinq branches : Conseil, Application services, Infrastructures services, Software, Entreprise services. Dans le cadre de l'industrialisation de ses lignes d'activité, le Groupe dispose de 11 centres d'expertises, de 2 centres de services nationaux et de 3 centres off-shore.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2012 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 31 août 2012.

II. Faits caractéristiques et périmètre de consolidation

Faits caractéristiques

Activités abandonnées : secteur Canada

Conformément au plan de recentrage du Groupe, la cession des activités canadiennes du Groupe était en cours au 31 décembre 2011. La cession a été finalisée le 7 mars 2012.

Les activités cédées en 2012 sont composées :

- Du secteur géographique Canada (tel que défini dans l'information sectorielle) ;
- Ainsi que de l'activité en France de la sous filiale canadienne ACCOVIA France.

En application de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les activités correspondantes sont comptabilisées dans les comptes qui suivent comme des « activités abandonnées ».

Notamment :

- dans l'état du résultat global consolidé, l'ensemble des produits et des charges liées sont regroupés sur une seule ligne « résultat des activités abandonnées » sur les périodes du 1^{er} semestre 2012 et du 1^{er} semestre 2011 retraité ;
- dans le tableau de flux de trésorerie, les flux de trésorerie présentés excluent les flux liés aux activités abandonnées sur les périodes du 1^{er} semestre 2012 et du 1^{er} semestre 2011 retraité. Les flux de trésorerie des activités abandonnées sont présentés en annexe en Note 19 ;
- dans l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2011, l'ensemble des actifs et des passifs liés étaient présentés sur une seule ligne à l'actif et une seule ligne au passif.

Les résultats des activités abandonnées, comprenant la plus-value de cession, s'élèvent à 3 349 milliers d'euros au titre de la période. L'impact de la présentation de ces éléments de résultat sur une seule ligne dans l'état du résultat global est présenté en Note 19.

Les résultats des activités abandonnées par action (résultat de base et résultat dilué) sont présentés en Note 10.

Plans d'actions gratuites

Le Conseil d'administration du 14 mars 2012 a attribué des droits à actions gratuites au profit des salariés et dirigeants des sociétés du Groupe. Les actions seront acquises aux bénéficiaires à l'issue d'une période d'acquisition minimale de deux ans et sous des conditions de performances du Groupe. Elles sont également soumises à une condition de conservation par les bénéficiaires pendant une période de deux ans. Le nombre maximal d'actions gratuites attribuées sera de 699 000 actions au titre du plan réservé aux dirigeants et de 76 212 au titre du plan applicable à l'ensemble des salariés des entités françaises du Groupe.

La juste valeur des actions à la date d'attribution s'élève à 1 393 euros et, compte tenu de la probabilité d'atteinte des conditions de performances, la charge de la période s'élève à 208 milliers d'euros. Les cotisations sociales afférentes sont comptabilisées en « autres produits et charges opérationnels » pour un montant de 176 milliers d'euros.

Périmètre de consolidation

Acquisitions

GFI Informatique a repris le 5 juin 2012 les fonds de commerce Inservio et Asee.

En date du 29 juin 2012, le Groupe a acquis les sociétés Géosphère et Adix, respectivement éditeurs de solutions SIG et Finance à destination des collectivités locales et des établissements publics, auprès du groupe JVS. Ces acquisitions portent sur 100% du capital de chacune des deux sociétés.

Le prix payé agrégé net des trésoreries acquises s'élève à 5,8 millions d'euros. La détermination et l'affectation de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables relatifs à cette acquisition seront finalisées dans le délai d'affectation. Dans les comptes ci-après, ces acquisitions ont généré la constatation d'un écart d'acquisition et d'actifs incorporels à hauteur d'un montant global de 6,4 millions d'euros.

Fusion

Afin de simplifier et rationaliser son organigramme, le Groupe a procédé à la fusion de sa filiale Elites Consulting en date du 1^{er} avril 2012 dans sa société mère GFI Consulting.

Changement de dénomination sociale

La filiale GIFI 5 devient GFI-BUS à compter du 29 juin 2012.

Impacts des variations de périmètre

Il n'y a pas eu de modifications significatives du périmètre de consolidation au titre de la période, à l'exception de la cession des activités du groupe au Canada.

L'impact de ces opérations sur les états financiers du Groupe étant inférieur au seuil de 25% défini par l'AMF, il n'a pas été établi de comptes pro-forma.

Liste des sociétés consolidées

Il n'y a pas eu, sur le 1^{er} semestre 2012, de changements significatifs de périmètre en dehors de ceux précédemment présentés. La liste des sociétés consolidées est présentée dans les Etats Financiers Consolidés du Groupe au 31 décembre 2011.

III. Principes et méthodes comptables

Les comptes consolidés du Groupe GFI Informatique sont établis selon les normes comptables internationales IAS/ IFRS applicables au 30 juin 2012 telles qu'approuvées par l'Union Européenne. Le référentiel des normes comptables internationales IAS/IFRS est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Pour les textes ayant une incidence sur les comptes consolidés du Groupe GFI Informatique, il n'y a pas de divergences entre le référentiel approuvé par l'Union Européenne et les normes et interprétations publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2012 sont établis conformément à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers du 31 décembre 2011.

L'impact de l'adoption des nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes existantes sur les états financiers du Groupe reste limité.

L'amendement de la norme existante IFRS 7 : « Informations à fournir – transferts d'actifs financiers » qui a été publié est appliqué aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2012.

L'amendement IAS 12 : « Impôts différés – recouvrement des actifs sous-jacents » n'a pas été appliqué par anticipation.

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011.

- - -

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables et hypothèses déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés concernent notamment l'évaluation des engagements en matière de retraite, les tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition et les provisions pour risques et charges. Dans le cadre d'un arrêté semestriel, les provisions pour primes annuelles et la charge d'impôt constituent également des estimations significatives.

IV. Notes sur l'état du résultat global consolidé

NOTE 1 : CHIFFRE D'AFFAIRES

L'évolution de la répartition géographique du chiffre d'affaires s'établit comme suit :

(en milliers d'euros)	30.06.12		30.06.11 retraité (1)	
France	258 841	81%	247 695	80%
International	62 088	19%	61 613	20%
Espagne	34 977	11%	34 152	11%
Portugal	11 204	3%	13 168	4%
Belux	12 180	4%	10 991	4%
Suisse	853	0%	681	0%
Maroc	2 874	1%	2 621	1%
Total	320 929	100%	309 308	100%

NOTE 2 : CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

(en milliers d'euros)	30.06.12	30.06.11 retraité (1)
Rémunérations du personnel	165 944	158 738
Charges sociales	70 296	67 239
Participation et intéressement	110	472
Total	236 350	226 449

L'effectif moyen du Groupe, hors effectif des activités abandonnées, est le suivant :

Effectif moyen	30.06.12	30.06.11 retraité (1)
Cadres	7 445	7 214
Employés, techniciens, agents de maîtrise	1 314	1 273
Total	8 759	8 487

Les avantages au personnel provisionnés sont présentés dans la note afférente aux « Provisions non courantes ».

(1)- 1^{er} semestre 2011 retraité compte tenu de l'application de la norme IFRS 5 dans le cadre de la cession de la branche canadienne

NOTE 3 : RESULTAT OPERATIONNEL

Restructurations

Les charges de restructuration comprises dans le résultat opérationnel concernent principalement la France pour un montant de 2 039 milliers d'euros, ainsi que l'Espagne et le Portugal pour respectivement 345 milliers d'euros et 132 milliers d'euros.

Dépréciation des écarts d'acquisition

Cf. Note 7.

Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	30.06.12	30.06.11 retraité (1)
Opérations de périmètre	-308	-22€
Actions gratuites	-626	-63€
Intérêts de retards	-204	-204
Déménagement	-189	0
Autres	-443	-57€
Total	-1 770	-1 647

Opération de périmètre

Conformément à la norme IFRS 3 Révisée, les frais liés aux opérations de regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges.

Actions gratuites

Les Conseils d'administration des 10 mars 2011 et 14 mars 2012 ont attribué des droits à actions gratuites au profit des salariés et dirigeants des sociétés du Groupe. Les actions seront acquises aux bénéficiaires à l'issue d'une période d'acquisition minimale de deux ans et sous des conditions de performances du Groupe.

Le nombre maximal d'actions gratuites attribuées s'élève à 1 053 847. Compte tenu de la probabilité d'atteinte des conditions de performances, ainsi que des cotisations sociales, la charge de la période s'élève à 626 milliers d'euros.

Intérêts de retard

Les intérêts de retards portent sur les droits en principal du litige fiscal décrit en Note .12.

NOTE 4 : COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en milliers d'euros)	30.06.12	30.06.11 retraité (1)
Plus-values sur cession de VMP	137	2
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	137	2
Charges d'intérêt	-2 053	-1 188
Variation de juste valeur des emprunts et emprunts obligataires	-632	-93
Charges d'intérêt liées à l'affacturage	-328	-450
Coût de l'endettement financier	-3 013	-1 731
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-2 876	-1 729

(1)- 1^{er} semestre 2011 retraité compte tenu de l'application de la norme IFRS 5 dans le cadre de la cession de la branche canadienne

NOTE 5 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

(en milliers d'euros)	30.06.12	30.06.11 retraité (1)
Gains de change	414	27
Pertes de change	-30	-24
Variation de valeur des instruments financiers	0	59
Effet des actualisations	0	0
Coût financier des engagements envers le personnel	-286	-260
Dépréciations nettes des reprises	-70	-10
Autres produits financiers (SWAP et autres)	25	109
Autres charges financières (SWAP et autres)	-359	-389
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	-306	-488

NOTE 6 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

Traitement comptable de la CVAE

La CVAE, qui selon l'analyse du Groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12 est comptabilisée en impôt sur le résultat, pour un montant de 3,7 millions d'euros au titre de la période.

Intégration fiscale

En France, le périmètre d'intégration fiscale de GFI Informatique au 30 juin 2012 comprend 10 sociétés. Au titre de la période, l'option pour l'intégration fiscale a généré une économie d'impôt de 402 milliers d'euros pour le Groupe.

Rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt effectif

Le rapprochement entre la charge d'impôt et le produit du bénéfice comptable multiplié par le taux d'impôt applicable est le suivant :

(en milliers d'euros)	30.06.12	30.06.11 retraité (1)
Résultat* avant impôt sur les sociétés	7 644	9 230
<i>* Hors résultat des sociétés mises en équivalence et résultat des activités abandonnées</i>		
Impôt théorique	2 632	3 178
Reports déficitaires non activés	150	331
Utilisation de reports déficitaires non activés précédemment	-1 038	-106
Actifs d'impôts non recouvrables sur retraitements de consolidation	1 533	-81
Effet des différences fiscales permanentes	293	115
Impact des dépréciations d'écarts d'acquisition	0	0
Impact des reports déficitaires activés	0	-2 713
Impact des variations de taux d'impôt	-108	-156
Impact net d'impôt de la CVAE	2 406	2 081
Autres	-512	-418
Impôt sur les résultats	5 356	2 231
Dont : Impôts courants	4 266	3 917
Produit de carry-back	0	0
Impôts différés	1 090	-1 686

Le Crédit d'impôt recherche comptabilisé en France par le Groupe s'élève au titre de la période à 1 195 milliers d'euros. L'économie d'impôt réalisée au titre de ce produit non taxable est présentée avec les autres éléments de rapprochement entre la charge d'impôt théorique et l'impôt effectif.

(1)- 1^{er} semestre 2011 retraité compte tenu de l'application de la norme IFRS 5 dans le cadre de la cession de la branche canadienne

Impôts différés

Au 30 juin 2012, les sources d'impôt différé sont les suivantes en France et à l'international.

(en milliers d'euros)	31.12.11	Activité en cours de cession	Variations de périmètre	Autres et Ecart de conversion	Impact sur le résultat	30.06.12
Différences temporaires issues des déclarations fiscales						
• Différences temporaires fiscales *	1 057	0	0	0	-111	946
• Autres différences temporaires fiscales	705	0	0	0	4	709
Différences liées aux retraitements en consolidation						
• Reports déficitaires activés	4 027	0	0	0	-236	3 791
• Immobilisations générées en interne et fiscalité liée	-6 981	0	0	0	-402	-7 383
• Provision pour indemnités de départ à la retraite	3 490	0	14	0	264	3 768
• Relations clientèle	-743	0	0	0	247	-496
• Retraitement Emprunt	-1 786	0	0	0	157	-1 629
• Autres différences	614	0	0	0	-16	598
Impôts différés nets France	383	0	14	0	-93	304
• Différences temporaires fiscales	625	0	0	-1	-9	615
• Reports déficitaires activés	1 554	0	0	0	-1 002	552
• Autres différences	-448	0	0	0	14	-434
Impôts différés nets International	1 731	0	0	-1	-997	733
Total impôts différés nets	2 114	0	14	-1	-1 090	1 037
dont						
Impôts différés actifs	2 209					1 122
Impôts différés passifs	-95					-85

* participation des salariés, participation à l'effort de construction et organique

V. Notes sur l'état de la situation financière consolidée

NOTE 7 : ECARTS D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
31 décembre 2011	183 541	18 240	165 301
			0
Acquisitions	6 400	0	6 400
Compléments de prix	0	0	0
Cessions	0	0	0
Dépréciations de la période	0	0	0
Ecart de change	70	44	26
30 juin 2012	190 011	18 284	171 727

La variation des écarts d'acquisitions de la période est relative aux acquisitions réalisées en fin de semestre 2012. La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables relatifs à ces acquisitions sera finalisée dans le délai d'affectation.

Unités génératrices de trésorerie

La définition des UGT est celle décrite dans les Etats Financiers Consolidés arrêtés au 31 décembre 2011.

Méthode d'évaluation appliquée aux activités poursuivies

La méthode d'évaluation retenue pour la détermination des valeurs d'usage est celle des flux de trésorerie futurs actualisés.

Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au 30 juin 2012 à l'exception de l'UGT Suisse.

Sur cette UGT, un test d'évaluation a été réalisé au 30 juin 2012. Les prévisions d'activité sont basées sur les budgets d'exploitation arrêtés par la Direction pour le second semestre 2012 avec des taux de croissance pour les années 2013 à 2016 compris entre 5% et 8%. Le taux d'actualisation retenu s'élève à 10,0%. Le taux de croissance à l'infini est fixé à 2,5%.

Compte tenu des hypothèses retenues en termes de rentabilité et de besoin en fonds de roulement d'exploitation, aucune dépréciation n'a été constatée au 30 juin 2012.

NOTE 8 : AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	30.06.12 Valeurs nettes
Logiciels acquis	7 865	6 700	1 165
Logiciels créés	7 201	3 745	3 456
Frais de développement	29 430	10 228	19 202
Relations clientèle	9 627	7 896	1 731
Total	54 123	28 569	25 554

Les logiciels acquis correspondent aux licences d'exploitation des logiciels et progiciels informatiques acquises. Les logiciels créés correspondent aux frais afférents au projet ERP pour le Groupe.

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
31 décembre 2011	50 076	24 976	25 100
Immobilisations acquises	282	0	282
Immobilisations générées en interne	2 901	0	2 901
Immobilisations cédées ou mises au rebut	0	0	0
Amortissements de la période	0	2 862	-2 862
Entrées de périmètre	865	736	129
Sortie de périmètre	0	0	0
Ecart de change	-1	-5	4
30 juin 2012	54 123	28 569	25 554

Les immobilisations générées en interne représentent les frais de développement activés dans le cadre de l'activité « Edition de progiciels » du Groupe.

NOTE 9 : AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Créance de carry-back

La créance de carry-back s'élève à 6 414 milliers d'euros au 30 juin 2012.

Créance sur cession de la branche canadienne

La créance sur cession de la branche canadienne s'élève à 9 866 milliers d'euros au 30 juin 2012, correspondant à 13 000 milliers de dollars canadiens. Cette créance, encaissable à compter de septembre 2013, porte intérêts au taux de 3%. Elle fait l'objet d'une couverture de taux à hauteur de 10 400 milliers de dollars canadiens.

NOTE 10 : CAPITAUX PROPRES

L'état des variations des capitaux propres est présenté dans la première partie des états financiers consolidés.

Évolution du capital social

Le capital est composé au 30 juin 2012 de 54 450 342 actions de 2 euros de valeur nominale et s'élève ainsi à 108 900 684 euros.

Nombre moyen d'action et résultat par action

Nombre moyen d'actions

Nombre moyen d'actions	30.06.12	30.06.11
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	54 450 342	54 293 742
Nombre moyen pondéré d'actions autodétenus	-522 956	-221 675
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	53 927 386	54 072 067
Nombre moyen pondéré d'actions gratuites susceptibles d'être attribuées	403 381	632 099
Nombre moyen pondéré d'actions dilué	54 330 767	54 704 166

Résultat par action

		30.06.12	30.06.11 retraité (1)
Résultat, part du Groupe	(en milliers d'euros)	4 936	8 437
Résultat de base par action	(en euros)	0,09	0,16
Résultat dilué par action	(en euros)	0,09	0,15
Résultat, part du Groupe avant activités abandonnées	(en milliers d'euros)	2 288	6 999
Résultat de base par action	(en euros)	0,04	0,13
Résultat dilué par action	(en euros)	0,04	0,13
Résultat des activités abandonnées	(en milliers d'euros)	3 349	2 106
Résultat de base par action	(en euros)	0,06	0,04
Résultat dilué par action	(en euros)	0,06	0,04

(1)- 1^{er} semestre 2011 retraité compte tenu de l'application de la norme IFRS 5 dans le cadre de la cession de la branche canadienne

Opération sur les titres auto-détenus

La rubrique « Titres de l'entreprise consolidante » représentait 385 712 titres au 31 décembre 2011, valorisés à 1 024 milliers d'euros. Au cours de l'exercice, l'acquisition de 831 728 titres d'autocontrôle au prix moyen de 2,90 euros par titre ainsi que la cession de 557 240 titres d'autocontrôle ont porté ce nombre de titres à 660 200 au 30 juin 2012. Ces titres représentent 1,2% du nombre total d'actions en circulation au 30 juin 2012.

Dividendes

Le dividende versé en 2012 au titre de l'exercice 2011 s'élève à 0,09 centimes d'euros par action, soit un montant de 4 846 milliers d'euros.

NOTE 11 : ENDETTEMENT

Endettement, part à long terme

(en milliers d'euros)	30.06.12	31.12.11
Emprunt obligataire	44 439	43 900
Emprunts auprès des établissements de crédit	9 922	14 859
Dettes de crédit-bail, part à long terme	259	433
Total	54 620	59 192

Endettement, part à court terme

(en milliers d'euros)	30.06.12	31.12.11
Emprunts auprès des établissements de crédit, part à court terme	10 160	24 053
Dettes de crédit-bail, part à court terme	347	388
Concours bancaires courants	5 074	4 105
Tirages sur créances affacturées	38 216	16 408
Intérêts courus non échus sur emprunts et dettes financières diverses	1 391	194
Total	55 188	45 148

Echéances

(en milliers d'euros)	2012	échéances			
		07/13 - 06/14	07/14 - 06/15	07/15 - 06/16	07/16 - 06/17
Emprunt obligataire	44 439				44 439
Emprunts auprès des établissements de crédit	9 922	9 922			
Dettes de crédit-bail, part à long terme	259	205	54		
Total	54 620	10 127	54	0	44 439

Covenants bancaires

Les contrats d'emprunts bancaires incluent des clauses conventionnelles dites de défaut, pour lesquelles les critères financiers sont appréciés lors de la clôture semestrielle.

Les covenants sont respectés au 30 juin 2012, GFI Informatique se situant à un niveau inférieur aux limites fixées par ces contrats bancaires.

NOTE 12 : PROVISIONS NON COURANTES

(en milliers d'euros)	31.12.11	Périmètre	Augmenta- tions	Diminutions	Variation des écarts actuariels	Reclasse- ment	30.06.12
Indemnités de départ à la retraite	11 342	40	864	-100	0		12 146
Litige fiscal	10 500		204				10 704
Total	21 842	40	1 068	-100	0	0	22 850

Indemnités de départ en retraite

Les indemnités légales et conventionnelles sont provisionnées pour chacun des salariés du Groupe présent en fonction de leur ancienneté théorique le jour de leur départ en retraite, conformément à la norme IAS 19.

L'évolution de l'engagement de retraite du Groupe se détaille de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	
Provision pour indemnités de départ en retraite au 31 décembre 2011	11 342
Sortie de périmètre	0
Entrées de périmètre	40
Coûts des services rendus au cours de la période	556
Coût financier	286
Effet de toute réduction ou liquidation	-100
Coûts des services passés pris en charge de la période	22
Variations des écarts actuariels	0
Provision pour indemnités de départ en retraite au 30 juin 2012	12 146

La modification de la Convention Collective Nationale du SYNTEC en 2004 a généré un coût total des services passés de 1 219 milliers d'euros. Le solde du coût des services passés non comptabilisé en résultat au 30 juin 2012 s'élève à 852 milliers d'euros.

Le montant total de l'engagement actualisé du Groupe en matière de retraite en France se décompose de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	30.06.12	31.12.11
- Provision pour indemnités de départ en retraite	12 146	11 342
- Coût net des services passés	852	874
Engagement total du Groupe en matière de retraite	12 998	12 216

Risques fiscaux

La provision pour litige TVA correspond à la notification des redressements portant sur les années 2004, 2005 et 2006. Le vérificateur a remis en cause l'exonération de TVA sur certaines livraisons intracommunautaires. Les redressements notifiés en 2007 et 2008 portent sur une somme globale de 8,5 millions d'euros, auquel il convient d'ajouter les intérêts de retard pour 1,3 million d'euros, ainsi que les majorations de 40% pour manquements délibérés soit 3,4 millions d'euros, soit un total, intérêts et majorations compris de 13,2 millions d'euros.

GFI Informatique a contesté vigoureusement les propositions de rectification et a fait les différents recours hiérarchiques durant toute l'année 2009. L'administration a confirmé sa position et émis un avis de mise en recouvrement en février 2010, rendant nécessaire pour GFI Informatique le provisionnement des redressements (hors pénalités), soit un montant de 9 752 milliers d'euros qui a été comptabilisé en « Autres charges et produits opérationnels » dans les comptes de l'exercice 2009.

Les intérêts de retard à compter de la mise en recouvrement ont été provisionnés pour un montant de 204 milliers d'euros au titre de la période et 748 milliers d'euros au titre des exercices 2010 et 2011.

GFI Informatique considère toujours que ces redressements ne sont pas justifiés, ni en droit, ni en fait et a engagé la défense de sa position devant les juridictions compétentes. Une requête introductive d'instance a été déposée devant le Tribunal Administratif de Paris le 11 octobre 2010, puis renvoyée depuis sur le nouveau Tribunal Administratif de Montreuil. Un premier mémo en réplique complémentaire a été déposé le 25 mars 2011, un second le 28 juillet 2011, puis un troisième le 16 mars 2012, ce dernier contenant une question préjudicielle.

GFI Informatique ayant demandé à bénéficier du sursis en paiement prévu par le Code Général des Impôts. Dans ce contexte, la provision correspondante a été classée au poste « Provision non courante » en 2010.

NOTE 13 : PROVISIONS COURANTES

(en milliers d'euros)	31.12.11	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres	30.06.12
Prud'hommes	1 328		184	-369		1 143
Réorganisations et restructurations engagées	175		25	-174	76	102
Litiges	324		0	-5		319
Risques fiscaux et sociaux	704		0	-218	-19	467
Autres	2 150		45	-1 858		337
Total	4 681	0	254	-2 624	57	2 368

Provisions prud'hommes, réorganisations et restructurations engagées

Les dotations et reprises pour risques prud'homaux et réorganisation concernent pour l'essentiel la France.

Les augmentations et diminutions se ventilent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Augmentations			Total	Diminutions			Total	dont reprises sans utilisation
	Opérationnelle courante	Opérationnelle non courante	Financière		Opérationnelle courante	Opérationnelle non courante	Financière		
Prud'hommes		184	0	184		-369	-369	-25	
Réorganisations et restructurations engagées		25	0	25		-174	-174		
Litiges			0	0	-5		-5		
Risques fiscaux et sociaux			0	0		-218	-218		
Autres			45	45	-69	-1 789	-1 858	-23	
Total	0	209	45	254	-74	-2 550	0	-48	

VII. Informations complémentaires

NOTE 14 : INFORMATION SECTORIELLE

La segmentation sectorielle au 30 juin 2012 est identique à celle du 31 décembre 2011. Par ailleurs, le total des actifs par segment opérationnel n'a pas varié significativement par rapport au 31 décembre 2011.

	30.06.12	France	Espagne	Portugal	Belux	Suisse	Maroc
Chiffre d'affaires	320 929	258 841	34 977	11 204	12 180	853	2 874
Marge opérationnelle	15 891	13 690	1 301	574	624	-299	1
Marge opérationnelle en %	5,0%	5,3%	3,7%	5,1%	5,1%	-35,1%	0,0%

	30.06.11	France	Espagne	Portugal	Belux	Suisse	Maroc
Chiffre d'affaires	309 308	247 695	34 152	13 168	10 991	681	2 621
Marge opérationnelle	15 717	13 380	1 465	156	579	-195	332
Marge opérationnelle en %	5,1%	5,4%	4,3%	1,2%	5,3%	-28,6%	12,7%

NOTE 15 : RISQUES DIVERS

L'acquéreur de GFI Italie, filiale cédée en avril 2010, a saisi le 18 juillet 2012, la chambre d'arbitrage de Milan pour se voir accorder une indemnité qu'il estime à au moins 6 millions d'euros. Gfi Informatique estime que cette demande n'est ni matériellement, ni juridiquement justifiée. En conséquence, aucune provision n'a été comptabilisée.

Un contrôle fiscal a débuté au cours de la période sur Gfi Informatique au titre des exercices 2009 et 2010.

NOTE 16 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan du Groupe sont ceux consentis ou reçus par GFI Informatique et ses filiales. Ils n'ont pas varié significativement par rapport au 31 décembre 2011 à l'exception de ceux liés à la cession de la branche canada.

NOTE 17 : EVENEMENTS POSTERIEURS

Gfi Informatique a signé le 30 juillet 2012 avec le groupe Thales un protocole d'acquisition de l'activité informatique de gestion Business Solutions de Thales services.

La finalisation de cette opération devrait intervenir en septembre 2012 sous réserve de la levée des dernières conditions suspensives, notamment celle relative à l'approbation par les autorités de la Concurrence.

NOTE 18 : INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

Actions gratuites

Le nombre de droits à actions gratuites attribué au cours de la période au profit des parties liées s'élève à 250 012.

NOTE 19 : APPLICATION IFRS 5, TABLEAUX DE PASSAGE

Résultat

(en milliers d'euros)	30.06.12	IFRS 5	30.06.12	30.06.11	IFRS 5	30.06.11
	avant application IFRS 5	Reclas- sement Canada	retraité	publié	Reclas- sement Canada	retraité
Chiffre d'affaires	334 019	-13 090	320 929	342 678	-33 370	309 308
Charges de personnel	-243 593	7 243	-236 350	-243 462	17 013	-226 449
Achats et charges externes	-63 731	3 988	-59 743	-68 994	10 663	-58 331
Impôts, taxes et versements assimilés	-5 505	62	-5 443	-5 513	148	-5 365
Dotations aux amortissements (hors actifs incorporels affectés)	-3 417	0	-3 417	-4 032	822	-3 210
Autres produits et charges opérationnels courants	311	-396	-85	-226	-10	-236
MARGE OPERATIONNELLE	18 084	-2 193	15 891	20 451	-4 734	15 717
Marge opérationnelle en %	5,4%	16,8%	5,0%	6,0%	14,2%	5,1%
Dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés	-756	0	-756	-1 980	1 243	-737
Restructurations	-3 345	806	-2 539	-1 896	0	-1 896
Résultat des cessions et liquidations	2 301	-2 301	0	10	0	10
Dépréciation des goodwill	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges opérationnels	-1 770	0	-1 770	-1 647	0	-1 647
RESULTAT OPERATIONNEL	14 514	-3 688	10 826	14 938	-3 491	11 447
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	137	0	137	20	-18	2
Coût de l'endettement financier brut	-3 095	82	-3 013	-2 094	363	-1 731
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-2 958	82	-2 876	-2 074	345	-1 729
Autres produits et charges financiers	-339	33	-306	-467	-21	-488
Impôts sur les résultats	-5 580	224	-5 356	-3 292	1 061	-2 231
RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ARRÊTEES OU EN COURS DE CESSION	5 637	-3 349	2 288	9 105	-2 106	6 999
Résultat des activités abandonnées ou en cours de cession	0	3 349	3 349	0	2 106	2 106
Résultat des sociétés intégrées par mise en équivalence	0	0	0	0	0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	5 637	0	5 637	9 105	0	9 105
dont part du Groupe	4 936	0	4 936	8 437	0	8 437
dont part ne donnant pas le contrôle	701	0	701	668	0	668

Flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	30.06.12	IFRS 5	30.06.12	30.06.11	IFRS 5	30.06.11
	avant application IFRS 5	Reclas- sement Canada		publié	Reclas- sement Canada	retraité
Résultat net de l'ensemble consolidé	5 637	-3 349	2 288	9 105	-2 106	6 999
Dotations nettes aux amortissements et provisions et autres éléments du résultat sans impact en trésorerie	3 185	0	3 185	6 033	-2 067	3 966
Gains et pertes liés aux variations de juste valeur	632		632	33	0	33
Plus ou moins-values nettes de cessions d'actifs	-2 148	2 300	152	-45	0	-45
Profits et pertes de dilution	0		0	0	0	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	7 306	-1 049	6 257	15 126	-4 173	10 953
Coût de l'endettement financier net	2 326	-82	2 244	1 980	-346	1 634
Coût des sw ap	-28		-28	392	0	392
Charge d'impôt	5 580	-224	5 356	3 292	-1 061	2 231
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	15 184	-1 355	13 829	20 790	-5 580	15 210
Impôt versé	-4 965	699	-4 266	-4 836	920	-3 916
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité	-13 644	-2 247	-15 891	-23 993	1 825	-22 168
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-3 425	-2 903	-6 328	-8 039	-2 835	-10 874
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	-5 651	2 468	-3 183	-4 656	939	-3 717
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	-2 579	458	-2 121	-2 205	594	-1 611
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations	85	-36	49	140	0	140
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-3	0	-3	0	0	0
+/- Incidences des variations de périmètre	26 353	15 146	41 499	-5 912	370	-5 542
+/- Variations des prêts et avances consenties	5	0	5	485	35	520
Flux nets de trésorerie lié aux opérations d'investissement	18 210	18 036	36 246	-12 148	1 938	-10 210
+/- Rachats et ventes d'actions propres	-804	0	-804	679	0	679
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	0			0	0	
• Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-4 846		-4 846	0	0	0
+ Variation des capitaux propres liée à l'enregistrement de l'Océane	0	0	0	5 381	0	5 381
+ Souscription d'emprunts	6 161	-6 149	12	43 622	0	43 622
- Remboursements d'emprunts	-26 683	7 330	-19 353	-16 296	8 567	-7 729
+/- Variation du tirage sur créances affacturées	21 807	0	21 807	17 377	0	17 377
- Intérêts financiers versés	-1 131	82	-1 049	-1 996	346	-1 650
- Coût des sw ap	28	0	28	-392	0	-392
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-5 468	1 263	-4 205	48 375	8 913	57 288
+/- Incidence des variations de cours des devises	109	-101	8	-739	735	-4
VARIATION DE TRESORERIE HORS ACTIVITES ABANDONNEES	9 426	16 295	25 721	27 449	8 751	36 200
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES ABANDONNEES	0	-16 295	-16 295	0	-8 751	-8 751
VARIATION DE TRESORERIE	9 426	0	9 426	27 449	0	27 449

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :
l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Gfi Informatique, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.
Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Neuilly sur Seine, le 31 aout 2012

Les Commissaires aux Comptes

GRANT THORNTON
Vincent Papazian

ERNST & YOUNG et Autres
Pierre Abily

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

Monsieur Vincent ROUAIX

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent rapport sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation.

J'atteste, à ma connaissance, que le rapport d'activité présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Paris, le 31 août 2012



Monsieur Vincent ROUAIX
Président Directeur Général